

« Le Nicaragua a-t-il renoncé à la révolution sandiniste ? »

Un rapport présenté jeudi 29 février devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a déploré l'aggravation de la crise démocratique dans le pays.

Le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) a engagé le pays dans une voie démocratique. Après une parenthèse de droite, le flambeau du progrès a été repris.

Depuis plusieurs années, l'opprobre est jeté sur le gouvernement de Daniel Ortega. Il se comporterait en dictateur et aurait trahi la révolution populaire sandiniste. En réalité, il n'en est rien. Dès son arrivée au pouvoir en 1979, la « reconstruction nationale », insufflée par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), redresse le pays. Alors qu'il subit une contre-révolution financée et armée par les États-Unis, le FSLN met en place, avec l'appui massif de la population, et malgré l'économie de guerre, des services publics gratuits, garantit la sécurité alimentaire, crée des structures sociales (inexistantes du temps de Somoza) comprenant une économie mixte et une réforme agraire en faveur des classes populaires. Il reconnaît les droits des indigènes et l'égalité de genre. Une nouvelle Constitution garantit la liberté d'expression et les nouvelles structures socio-économiques. Très vite, elle est complétée par la loi dite de « participation citoyenne », toujours en vigueur. Vingt et un partis d'opposition apparaissent. En pleine guerre, en 1984, le FSLN organise les premières élections libres du Nicaragua, mais six ans plus tard, il les perd face à la coalition formée pour le renverser, et à cause de la guerre. Pendant seize ans, la droite privatisera à tour de bras sans parvenir à tout détruire. Depuis son retour au pouvoir, en 2007, le gouvernement dirigé par Daniel Ortega a recréé de nouveaux services publics et a modernisé le pays. En avril 2018, le gouvernement soumet un texte de loi sur les retraites. Des manifestations en demandent le retrait. Le gouvernement sandiniste décide de retirer ce projet impopulaire au bout



JOSÉ CANTILLANO
Combattant historique du FSLN, cofondateur du syndicat ATC

de trois jours. Une tentative de coup d'État débute sur fond de campagne de désinformation mondiale. Mais cette tentative échoue grâce à l'intervention du peuple lui-même, Daniel Ortega ayant refusé d'envoyer l'armée et la police contre les putschistes afin d'éviter un bain de sang. La CIA a payé des personnes issues de la bourgeoisie afin de renverser le gouvernement

Ortega, pourtant démocratiquement réélu en 2012. Les Nicaraguayens condamnés à de la prison se sont rendus coupables de haute trahison au profit des États-Unis.

Au Nicaragua, la Constitution interdit de poursuivre qui que ce soit pour des délits d'opinion. Le pluralisme des médias et la critique

Le gouvernement a recréé de nouveaux services publics et a modernisé le pays.

politique existent. Quant à la révolution, elle se porte très bien et gagne de plus en plus de soutien grâce à tous les progrès en matière de pouvoir d'achat, de bien-être au travail et dans sa vie, de parité et d'égalité hommes-femmes, de recul des violences sexuelles. Le Nicaragua est devenu le premier pays au monde à instaurer la réclusion à perpétuité pour les auteurs de féminicide.

Faute d'avoir pu reprendre le pouvoir par la force, la bourgeoisie attend les élections de 2025 en espérant reconquérir un pouvoir que le peuple ne veut plus lâcher, car il a compris ce que signifie le retour de la droite libérale aux affaires... L'augmentation constante des pourcentages de voix en faveur du FSLN depuis 2007 le démontre. ■

Avec son retour au pouvoir en 2007, Daniel Ortega a tourné le dos au projet sandiniste en instaurant une dictature néolibérale et misogyne.

En 2007, avec son retour au pouvoir à Managua, Daniel Ortega a clairement montré qu'il était l'antithèse de la révolution sandiniste de 1979. Toutes ses politiques économiques relèvent d'un néolibéralisme extrême. Il a mis en place un modèle de gouvernement corporatiste main dans la main avec les grands groupes économiques et financiers sous couvert de « dialogue et de consensus », élevé au niveau constitutionnel en 2014. À ce jour, la politique macroéconomique du Nicaragua est inconditionnellement subordonnée aux exigences du Fonds monétaire international. Daniel Ortega a renforcé les avantages des multinationales en engageant la privatisation des services publics et de la Sécurité sociale. Il a dépossédé le pays de ses richesses publiques. Il a bradé les concessions pour l'exploitation des ressources naturelles ; l'or est devenu le principal produit d'exportation. Dans une logique colonialiste, il a favorisé la dépossession des propriétés indigènes ancestrales et a dévasté des forêts dans des zones protégées, provoquant désolation et migrations forcées. Il est allé jusqu'à céder une partie importante du pays et le lac Cocibolca, principale réserve d'eau douce d'Amérique centrale, pour la construction d'un canal interocéanique, une concession « vendepatria » (vendeur de patrie) inscrite dans la Constitution. Tout cela est à analyser dans le cadre d'un régime corrompu dans lequel la famille présidentielle et



MÓNICA BALTODANO
Dirigeante du Mouvement pour le sauvetage du sandinisme

ses principaux partenaires sont de grands capitalistes et participent à ces entreprises en tant qu'associés, tirant profit de leur place au sein de l'État et de ses institutions.

Les revendications de la majorité de la population du pays – le plus pauvre du continent après Haïti – ont été écartées par le contrôle corporatif sur les directions syndicales, ainsi que par la représen-

sion. La majorité des habitants survit grâce aux fonds envoyés par les émigrés. Pendant ce temps, le capital jouit de ses profits dans un pays où il n'y a pas de grèves et où toutes les luttes et manifestations sont interdites.

Le principal allié commercial reste les États-Unis (60 %) et une part importante de l'emploi formel se trouve dans les « maquiladoras » (usines qui assemblent à bas coût des produits d'exportation – NDLR) grâce à l'exploitation d'une main-d'œuvre bon marché, principalement des femmes. Comme si cela ne suffisait pas, le régime en place est conservateur, confessionnel et misogyne. Depuis 2006, Ortega a approuvé la criminalisation de l'avortement thérapeutique et a systématiquement persécuté les organisations de défense des droits des femmes.

Le soulèvement populaire de 2018, fortement réprimé, ainsi que l'élimination de tous les droits humains, civils et politiques, ont montré que Daniel Ortega et sa femme, Rosario Murillo (vice-présidente depuis 2017 – NDLR) sont des dictateurs. Des organisations de défense des droits de l'homme les ont dénoncés comme étant les auteurs de crimes contre l'humanité. La liberté et la démocratie ne peuvent être relativisées. ■

Les revendications de la population ont été écartées par un contrôle corporatif sur les syndicats.